

Patrick Le Hyaric
Meeting Fête de l'Humanité
Dimanche 14 septembre 2014

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Quel plaisir de nous retrouver rassemblés ici, si nombreux.

Nous avons tellement besoin de nous parler, de nous écouter, de nous retrouver.

Quelle est belle notre Fête ! Votre Fête !

Et quel contraste, quel fossé !

Quel fossé entre vos visages, vos sourires échangés, vos joies partagées, vos espérances, vos idées débattues ici dans une multitude de confrontations et de rencontres. Avec les plaisirs éprouvés comme une communion dans les spectacles et les expositions.

Quel fossé entre cette belle espérance populaire et le spectacle atterrant qui nous est offert par le paysage dévasté de la vie politique.

Cette longue coulée de boue, charriant des tombereaux de promesses non tenues, de retournements de veste, de mensonges, de mépris, d'affaires, de trafics et de corruption, jusqu'au plus haut niveau de l'état.

L'argent qui tient le haut du pavé, l'argent-roi qui corrompt, l'argent qui pollue, l'argent qui ronge notre République jusqu'à l'épuisement.

Pendant que dans nos quartiers, dans nos villages, la France que vous connaissez, celle qui travaille, celle qui recherche un emploi, qui vit dans l'angoisse du lendemain et redoute que l'avenir de ses enfants soit sacrifié.

Surendettés, que devront-ils répondre aux huissiers qui viendront demain saisir les meubles pour un retard de loyer ?

Pourront-ils le faire, à l'image de ce petit sous-ministrion pris la main dans le sac, en invoquant « la phobie administrative » ?

Quelle époque !

Décidément, le poisson pourrit par la tête.

Il est urgent de réagir !

La belle France des Lumières, des révolutions et de la Commune de Paris, la France du Front populaire et du Conseil national de la résistance, a besoin de votre engagement.

Un engagement citoyen de type nouveau, avec la conviction que les réponses ne viendront pas d'en haut et qu'on ne les trouvera pas dans les livres d'histoire.

Elles viendront de vous, d'un mouvement du peuple, tel qu'il est, et tel qu'il vit avec ses souffrances, ses craintes, ses joies et ses espoirs pour lui-même, pour la France, pour l'Europe et pour le monde.

De cette Fête de l'Humanité, nous vous proposons que grandisse le projet d'un sursaut national et citoyen pour une autre politique de justice, de démocratie et de paix.

Oui, parce qu'une autre politique est possible !

Partagée par le peuple de gauche et de l'écologie, qui redonne ses chances de réussite à un progressisme de notre temps.

Un progressisme à la française, riche de ce qu'il a de plus universel dans nos traditions de luttes, revivifié par, ce que porte notre jeunesse de colères, de modernité et d'espoirs.

Au fond, ici, au cœur de cette Fête et ensemble, n'avons-nous pas modestement cette immense responsabilité de contribuer à redonner confiance à tant de nos concitoyens qui l'ont perdue ?

Je le crois !

Nous n'avons pas le droit de les laisser dans le désarroi, dans l'impuissance politique, face à ce que beaucoup appellent « la grande trahison du peuple de gauche et du peuple tout court ».

Celle du couple Hollande-Valls.

Ne laissons pas le Premier ministre affirmer, avec son ton docte et suffisant, que le choix ne réside qu'entre sa politique droitière et le retour des vieux chevaux usés de la droite dure.

Qu'entre lui, le petit Napoléon de l'austérité, et le chaos de l'extrême-droite, il n'y aurait rien !

Non, ce n'est pas vrai !

La petite musique savamment orchestrée qu'on entend dans les télévisions et les radios n'a qu'un objectif : tenter de nous enfermer dans de terribles tenailles où nous n'aurions plus le choix qu'entre le mauvais et le pire. Le pire et ... le pire !

Non, ils peuvent sans cesse remaquiller l'extrême-droite et la revêtir d'habits plus présentables, elle reste l'extrême-droite et Mme Le Pen n'est pas l'alternative.

Cette adversaire de la **liberté** qui n'a pour programme que de transformer notre pays en une caserne, replié sur lui-même, fermé au monde, mené à la trique à coups de répression et d'interdictions de toutes sortes.

Elle, dont le parti broie toute vie associative, toute vie culturelle dans les municipalités qu'il vient de conquérir, qui refuse le droit de manifester aux travailleurs sans papiers.

Elle, l'héritière, la dauphine du roi déchu, la châtelaine milliardaire de Montretout est maintenant en embuscade avec ses amis.

Charognards de la vie politique, ils se gavent sur la décomposition du paysage politique, spéculent sur la misère, espérant encaisser les dividendes de la haine, des replis et des échecs gouvernementaux.

Cette adversaire de l'**égalité** qui refuse aux femmes le droit universel à l'avortement et les assujettit au rôle unique de mère, qui s'attaque aux fondements républicains de l'éducation nationale et derrière laquelle vient courir une partie grandissante des possédants.

Cette adversaire de la **fraternité**, championne du repli identitaire, qui veut chasser de nos écoles les

enfants d'immigrés et traquer nos compatriotes musulmans.

Cette adversaire de **la laïcité**, soutien indéfectible de fundamentalistes religieux tout en étant l'apôtre des guerres de religion qu'elle tente d'instiller dans notre pays.

C'est vrai que dans l'actuel climat nauséabond, de brouillages de repères, l'extrême-droite a gagné du terrain dans la féroce guerre idéologique.

C'est grave, très grave !

Elle peut continuer à en gagner sans une prise de conscience et un sursaut républicain.

Et fraternellement, nous disons à chacune et chacun, révolté par ce qui se passe, enragé de voir notre industrie et notre agriculture perdre son sang, déçu et amer :

Ami, compatriote, ne te trompe pas de colère !

Ton ennemi ce n'est pas l'immigré, c'est le banquier !

Ton problème ce n'est pas la gauche. C'est qu'il n'y a pas assez de gauche dans ce pays.

Sachez, Madame la châtelaine, qu'ici sont réunis celles et ceux qui jamais ne vous laisseront faire.

Que vous aurez, en toutes circonstances, face à vous les militants infatigables de la liberté, de l'égalité et de la fraternité !

Et, non Monsieur Valls, l'alternative n'est pas non plus dans le retour d'une droite usée, jusqu'à la corde, engagée dans une pathétique guerre des chefs.

Une droite qui n'a d'autre projet que de recycler ses anciennes gloires, de réchauffer les plats amers de la division, les thèses empruntées à l'extrême droite, et la course à l'échalote pour toujours plus d'austérité, moins de dépenses publiques et un transfert toujours plus grand de la richesse produite vers le capital.

Cette droite qui compte surfer sur les eaux mauvaises libérées par Manuel Valls pour aller plus loin, plus vite, plus fort dans le détricotage des 35 heures, du code du travail, de notre système de retraite, pour réduire les droits des salariés et des chômeurs.

M. Valls propose le transfert de 90 milliards d'euros vers le capital ?

Qu'à cela ne tienne.

L'UMP, elle, en propose le double !

Toujours plus !

Toujours pire !

Comme le MEDEF !

Tel est leur programme, si peu présentable que leur Messie, dont on annonce le prochain retour,

envisage de se présenter sous un autre nom, tant la marque UMP est dépréciée et dont il a peur qu'on l'appelle « l'Union de la Minorité des Privilégiés ».

Est-ce là un projet pour la France ?

Est-ce là une vision d'avenir pour notre société, nos enfants, nos familles ?

Bien sûr que non !

Non, le choix n'est pas de ce côté-là !

Il est d'abord dans le **respect des engagements** pris devant le peuple en 2012.

L'alternative c'est un choix de gauche.

Un choix de gauche pour l'égalité, la solidarité, la justice sociale et fiscale, des droits nouveaux pour les citoyens et les salariés, non plus le service au capital, l'échine courbée face aux comptables de Rothschild installés à Bercy et de la Commission de Bruxelles, -qui maintenant pour président le gardien des coffre-forts du paradis fiscal du Luxembourg, l'arrimage aux généraux de l'OTAN.

Un choix qui permette, comme l'a proposé mon ami Pierre Laurent, le secrétaire du Parti communiste hier, ici même, un programme de redressement de la France et qui stoppe son déclin !

Après-demain, les députés seront appelés à s'exprimer sur la confiance à ce nouveau gouvernement purgé de ses ministres récalcitrants.

Nous appelons solennellement les députés socialistes et écologistes à faire comme ceux du Front de gauche en refusant la confiance au Premier ministre, comme des millions de femmes et d'hommes dans ce pays la lui refusent.

On ne voit d'ailleurs pas comment l'Assemblée nationale peut vous donner la confiance, M. Valls, puisque vous la bafouez en rayant d'un trait de plume ses décisions les plus positives.

Vous avez convoqué des caméras pour annoncer avec mépris que vous démolissiez la loi sur le blocage des loyers.

C'est par SMS que les retraités, qui ont tant de mal à vivre, ont appris qu'ils n'auraient même pas la toute petite revalorisation des petites retraites, pourtant votée.

Qui êtes-vous donc pour mépriser tant le Parlement et votre propre majorité que vous voulez mettre au pas !

Si vous n'avez pas la confiance, **ce ne sera pas la fin du monde !**

Il sera tout simplement temps que vous partiez, M. Valls !

Beaucoup, ici, diraient « que vous dégagiez » !

En emportant dans vos valises votre politique d'austérité, de chômage et de précarité !

Et ce ne sera pas le chaos.

La confiance refusée au locataire actuel de Matignon, il restera tout simplement à celui de l'Élysée à désigner un nouveau premier ministre, un **nouveau** gouvernement pour une **autre politique**.

Bref, il reviendra à François Hollande de tenir compte du refus de l'Assemblée Nationale comme le

prévoit la Constitution.

En vérité, il lui reviendra de faire ce qu'il a refusé au lendemain des sanctions des élections municipales et européennes.

Evoquer une dissolution n'a donc pas de sens.

A moins que le chef de l'état choisisse de laisser les clés du camion à la droite.

Dès lors, parlementaires de toute la gauche, il en porterait seul la responsabilité.

Au fond de vous-mêmes, vous ne pouvez le croire.

Cher(e)s ami(e)s,

Le Village du monde, les différentes allées de la fête ont vibré à l'unisson des espérances populaires qui, à travers le monde, tentent de frayer le chemin de la concorde, de la coopération, de l'amitié, de la fraternité et de la paix.

La fête a vibré pour la solidarité internationale.

Elle a vibré pour la Palestine.

Pour Gaza où la folie meurtrière de l'Etat israélien a semé la désolation, la mort.

Que les forces de paix, de Gaza à Ramallah, de Tel Aviv à Jérusalem, sachent que nous ne cesserons d'agir pour que la France porte au sein des Nations Unies l'exigence d'un **Etat palestinien viable dans des frontières sûres et reconnues**, aux cotés de celui d'Israël, la fin du blocus inhumain de Gaza, la fin de la colonisation et la libération de tous les prisonniers politiques, à commencer par celui qui devient le nouveau Mandela aux yeux du monde, le député Marwan Barghouti.

Chers amis,

Depuis quelques temps de violentes nuées annonciatrices d'orage s'étalent sur notre monde.

De quelque côté que l'on se tourne jaillissent tensions et fracas, haines et drames humains, famines et terribles maladies, massacres et guerres de toutes sortes, religieuses ou interethniques, populations déplacées de force, massacres de minorités, sanglantes et mortifères migrations.

Qui ne pressent parmi vous que l'humanité est prise dans une course de vitesse avec les logiques de guerre qui partout s'installent ?

Qui ne pressent l'urgence de dégager partout des perspectives de paix en lieu et place des postures guerrières qui dictent les choix des gouvernants ?

La troisième guerre d'Irak qui s'annonce vient douloureusement confirmer qu'aucune leçon n'a été tirée des erreurs, des fautes du passé.

Bien sûr qu'il faut arrêter, la lèpre terroriste, la folie meurtrière de djihadistes qui rêvent de disposer d'un Etat pour ensuite disséminer partout leurs métastases.

Arrêter la folie meurtrière de fondamentalistes les plus rétrogrades, inventée hier par l'impérialisme pour combattre les forces syndicales et progressistes et qu'aujourd'hui, tels des monstres échappent à tout contrôle au plus grand malheur des populations.

Leur barbarie n'a pas de limite.

Ne viennent-ils pas, après l'avoir décapité, de mettre en scène l'odieux assassinat de David Haines, travailleur humanitaire britannique qui consacrait sa vie à soulager les souffrances des populations les plus maltraitées.

Personne ne peut accepter que 153 personnes comme lui, ces porteurs de solidarité et d'humanité sont devenus une cible pour tous ces fanatiques.

Bien sûr qu'il faut briser les reins à ces égorgeurs.

Encore convient-il d'en préciser les conditions, les limites et de préparer les suites, en ayant à l'esprit que la finalité ne saurait être militaire et que seule des solutions politiques, économiques, sociales, coopératives permettront de résoudre les problèmes.

C'est de cela que notre Parlement devrait être saisi au lieu, une fois de plus, d'être mis devant le fait accompli.

C'est à cela que la nécessaire, l'indispensable Organisation des Nations-Unies devrait travailler.

Nous avons, à cet instant, une pensée particulière pour nos frères et pour nos sœurs kurdes qui combattent en première ligne contre la cruauté sauvage de l'Etat islamique, en Irak comme en Syrie.

Nous ne supportons pas que les auteurs de guerres de l'OTAN, imposent jusque sur le continent européen, en Ukraine, et avec la complicité des instances européennes, des tensions nouvelles au bénéfice des intérêts géostratégiques nord-américains.

Nous combattons tous les impérialismes, d'où qu'ils viennent, qu'ils soient nouveaux ou plus anciens, à l'Ouest comme à l'Est.

La France souveraine, porte-voix de la France n'a rien à faire dans la structure militaire de l'OTAN. Exigeons le retour de notre indépendance diplomatique au service du règlement politique et pacifique des conflits, au service du droit international, d'un nouvel équilibre mondial et d'un monde débarrassé de ses arsenaux nucléaires.

Non ! La paix n'a pas vocation à être un intervalle entre deux guerres.

Elle est bel et bien le cœur de notre combat politique, de notre visée commune pour un monde fraternel et pour que se réalise enfin l'Humanité.

Le monde vacille sous nos pieds.

Le capitalisme, qui a désormais étendu ses griffes sur toute la planète, broyeur d'hommes est aussi broyeur des ressources naturelles et de tous les biens communs qu'il accapare, marchandise et saccage.

Il creuse une dette terrible pour l'avenir. La dette écologique.

Face au réchauffement climatique commencé, face à la mort programmée des écosystèmes sacrifiés à l'autel de la rentabilité, aux migrations massives liées aux pénuries d'eau et aux guerres pour le contrôle des ressources naturelles.

Il y a urgence.

Urgence à mettre en place un nouveau mode de développement, respectueux des populations et de tout ce qui constitue l'environnement des individus.

L'humanité pour laquelle nous nous battons ne saurait survivre à la violence du capitalisme.

Notre choix de l'humain d'abord nous dicte d'inscrire la cause environnementale et écologique parmi les fondations d'une société nouvelle, d'un monde nouveau de coopération et de partage.

Partage des avoirs, partage des savoirs et partage des pouvoirs !

Une société de mise en commun des ressources naturelles, de partage des biens communs, l'eau, l'énergie, les transports, le logement, la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, l'alimentation, les communications, le crédit.

Tant de choses avec lesquelles nos concitoyens sont d'accord et que nous appelons nous : le commun, le communisme !

La Conférence sur le climat qui aura lieu l'année prochaine à Paris nous invite à favoriser l'émergence d'un vaste mouvement citoyen pour qu'enfin, une prise de conscience populaire contraigne les gouvernements à agir.

Cher(e)s ami(e)s,

Ces défis immenses ne pourront être relevés que par un vaste mouvement démocratique propre à régénérer une gauche malade de ses renoncements, de ses promesses non tenues et du divorce qu'elle entretient avec les classes populaires.

Une gauche malade de ses prophètes habillés en croquemort, d'un Président de la République sourd aux colères populaires et d'un Premier ministre autoritaire et minoritaire qui s'accroche à nos institutions monarchiques.

Une gauche malade qui vient d'organiser la liquidation après-vente du discours du Bourget, de la guerre à la finance et de la révolution fiscale qui nous étaient pourtant promises.

Une gauche qui ne saurait être laissée aux mains de l'usurpateur, Monsieur Valls.

N'usurpe-t-il pas le beau mot de « Gauche » au point qu'avec lui, droite et gauche se confondent ?

La gauche c'est une diversité d'opinions, animées des mêmes valeurs, partageant le même idéal d'égalité, de solidarité, de justice.

La gauche c'est l'union et le rassemblement du monde du travail et de la création, pas le renforcement de la dictature de la finance.

Ce sont les services publics, le code du travail, la sécurité sociale, l'encadrement des loyers, une grande réforme de justice fiscale et le combat contre les paradis fiscaux, le pouvoir d'achat du monde du travail et des retraités et non les dividendes pour une poignée de possédants.

La gauche c'est la guerre au chômage et non la chasse aux chômeurs.

La gauche c'est le contrôle de l'argent et des banques et non le flicage –puisque'il faut bien nommer les choses par leur nom- de celles et ceux qui n'en peuvent plus d'être laissés sur le bord du chemin.

16 millions d'entre nous qui terminent le mois à dix euros près. Pendant que la France est le seul pays au monde où les dividendes des actionnaires ont augmenté de plus d'un tiers.

La gauche ce n'est pas de laisser 30% -le tiers de la valeur ajoutée des entreprises- soit 300 milliards d'euros s'évaporer chaque année au détriment de la production, du financement solidaire des retraites, de la sécurité sociale et du bien commun.

La gauche ce n'est pas s'attaquer au droit du travail. C'est garantir une formation, un travail, une activité pour chacune et chacun tout au long de sa vie.

Oui une sécurité sociale professionnelle.

La gauche ce sont des initiatives nouvelles pour que l'égalité entre les hommes et les femmes devienne enfin une réalité.

La gauche ce n'est pas l'obligation de travailler le dimanche. Mais pour six millions de chômeurs le droit de pouvoir travailler en semaine.

La gauche ce n'est pas d'obliger les grands-parents et les parents à travailler jusqu'à 67, 70 ans quand leurs enfants et leurs petits-enfants sont au chômage.

Au contraire ! La gauche c'est considérer que l'augmentation de la productivité du travail, les nouvelles technologies, les profits, doivent permettre de diminuer le temps de travail, de porter à nouveau la retraite à 60 ans.

C'est concevoir le temps libre comme une aide aux autres, une aide aux engagements associatifs, sportifs, culturels et familiaux.

Et il faut cesser de nous raconter des histoires et de tenter de nous placer dans ce piège des provocations du Premier ministre qui est allé se prosterner devant les représentants du veau d'or du capital à l'université du Medef.

Oui, nous, nous aimons l'entreprise mais pour ce qu'elle est : un collectif humain dans lequel les ouvriers, les cadres, les ingénieurs jouent un rôle primordial.

Un collectif humain sur lequel, il est profondément injuste que les propriétaires, les dirigeants, les actionnaires aient un droit de vie et de mort.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous considérons qu'il faut cesser de les fermer.

Nous l'aimons tellement l'entreprise que pour son efficacité, nous voudrions que les travailleurs puissent contribuer au choix de ses orientations, de sa gestion, de la répartition des profits.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous considérons que certaines d'entre elles, notamment certains secteurs stratégiques, les grandes banques, doivent être la propriété de toutes et tous, au service de l'intérêt général et non plus d'une poignée de spéculateurs.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous souhaitons que les richesses qui s'y créent soient réparties autrement : moins pour les dividendes qui ont décuplé ces dernières années et plus pour les salaires !

Oui, il faut une grande loi donnant des pouvoirs nouveaux d'intervention aux salariés dans leurs entreprises.

D'ailleurs, si les travailleurs avaient voix au chapitre, croyez-vous qu'on jetterait 40 milliards par les fenêtres dans un prétendu pacte de compétitivité ? Sans obligation de création d'emplois ?

Si les salariés de BNP Paribas avaient leur mot à dire, croyez-vous qu'on ne discuterait pas autrement du fait que cette banque possède autant d'argent que toutes les richesses produites chaque année dans notre pays ?

Croyez-vous qu'on continuerait à appliquer cette dictature austéritaire en Europe alors que les grosses banques européennes disposent de près de trois fois toutes les richesses que nous produisons dans l'Union européenne ?

Bien sûr que non !

On répartirait les richesses.

On augmenterait les salaires et on investirait dans la transition écologique. Cela créerait des millions d'emplois.

Voilà pourquoi la gauche c'est aussi le projet de donner de l'air à la société, de réinventer et de **revivifier la démocratie**.

Voilà pourquoi nous nous engageons dans **le combat pour une sixième république** où les citoyens dans la cité et les salariés dans leurs entreprises disposent de droits et de pouvoirs nouveaux.

Où on en termine avec cette monarchie présidentielle, où on puisse choisir nos élus à la proportionnelle, où le rôle du Parlement serait premier.

La gauche c'est la démocratie communale et non l'actuel charcutage de nos régions et de nos communes.

La gauche c'est l'accès à la culture pour toutes et tous. Et non pas la casse sur injonction du Medef du statut des intermittents.

La gauche c'est le combat acharné contre l'extrême-droite et pas son utilisation comme garde-chiourme du système pour que rien ne change.

La gauche c'est le droit de vote de tous les résidents étrangers et non la chasse aux Roms.

La gauche c'est une action tenace appelant à une grande mobilisation populaire pour que la France soit active pour une refondation de l'Europe.

Une Europe des peuples et non plus l'Europe des puissants, des marchands et de l'argent, et des actes forts pour un nouvel ordre mondial plus juste, plus solidaire et pour la paix.

Ce sont ces valeurs que vous avez porté tout au long de cette fête. **Continuons !**

Gardez-la cette parole !

Gardez-la !

Ne vous la faites pas confisquer par le prêt à penser médiatique et la liturgie libérale, par les censeurs

et les démagogues.

Gardez la parole pour ne pas laisser ce beau mot de « gauche », galvaudé, abîmé, sacrifié. Ce beau mot qui porte en lui toute la puissance de l'espérance.

Gardons la parole. Réunissons-nous. Débattons. Préparons dès demain des actions, des initiatives de rassemblement.

Inventons ! Inventons ensemble !

Soyons les acteurs d'un sursaut national et citoyen. Les artisans déterminés d'un nouveau cap pour la France.

Ne laissons pas les guerres s'affirmer comme des fatalités.

Chers amis,

Notre Fête est belle. Elle est en tout point réussie. **Elle est déjà utile.**

Utile à redonner des raisons d'espérer quand la dureté de la vie, l'absence de perspectives et le rejet de l'autre peuvent conduire à des replis mortifères.

Utile pour reprendre confiance en soi et dans notre pays.

Cette France que nous croyons capable d'innover et d'apporter au Monde sa part d'universalité comme elle le fit tout au long de l'histoire.

Cette France que nous aimons quand elle s'ouvre aux autres, porteuse de paix, de tolérance, de solidarité et de coopérations.

Rien n'est fait. Mais tout est possible, si nos concitoyens en décident ainsi.

Ensemble, contribuons à ce qu'ils en fassent le choix.

Donnons foi, à cette belle espérance des utopistes et des révolutionnaires, que les lendemains qui chantent débutent toujours par des jours ensoleillés.